

antifasciste doivent-ils sortir de leur parti ? Ainsi s'exprime une question. Là-dessus, Thaelmann réplique : « Il va de soi pour nous, communistes que des ouvriers social-démocrates ou de la Bannière du Reich peuvent participer à l'action antifasciste sans avoir besoin de sortir de leur parti ». Pour se montrer libéré de tout sectarisme, Thaelmann poursuit en outre : « Si vous y affluiez par millions, en rangs serrés, nous le saluerions avec joie, même si sur certaines questions d'appréciation du parti social-démocrate allemand, il reste à notre avis encore de l'obscurité dans vos têtes ». Paroles d'or ! Nous tenons votre parti pour fasciste, vous le tenez pour démocratique, mais ne nous disputons pas pour des bagatelles. Il suffit que vous veniez à nous « par millions » sans quitter votre parti fasciste. « De l'obscurité sur certaines questions » ne peut constituer un obstacle. Mais hélas, l'obscurité dans la tête des bureaucrates tout puissants est un obstacle à chaque pas.

Pour approfondir la question, Thaelmann ajoute : « Nous ne posons pas la question de parti à parti, mais à l'échelle de la classe ». Comme Seydewitz, Thaelmann est l'intérêt de la classe. Le malheur consiste que pour un marxiste il ne peut pas exister une telle opposition. Si le programme du parti n'était pas la formulation scientifique des intérêts de la classe ouvrière, alors ce parti ne vaudrait pas un sou.

Mais à côté de la grossière faute de principe, les paroles de Thaelmann contiennent aussi une absurdité pratique. Comment peut-on ne pas poser la question « de parti à parti », là où l'essence de la question réside précisément en cela ? Des millions d'ouvriers suivent la social-démocratie. D'autres millions — le P. C. A la question des ouvriers social-démocrates : comment obtiendrons-nous aujourd'hui des actions communes entre votre parti et le nôtre contre le fascisme, Thaelmann répond : « à l'échelle de classe et non de parti ». Affluez par millions chez nous. N'est-ce pas le plus lamentable battage de mots ?

« Nous, communistes, poursuit Thaelmann, ne voulons d'aucune unité à aucun prix. Nous ne pouvons pas, dans l'intérêt de l'unité avec la social-démocratie renier le contenu de classe de notre politique... et renoncer aux grèves, aux luttes de chômeurs, aux actions de locataires et à l'auto-défense révolutionnaire des masses. » A l'accord sur des actions pratiques déterminées est substituée l'insensée unité avec la social-démocratie. A cause de l'assaut révolutionnaire indispensable de demain est déduite l'inadmissibilité pour aujourd'hui d'actions de grèves ou d'autodéfense menées en accord. Qui peut amener les pensées de Thaelmann à rimer entre elles gagne une prime !

Les auditeurs insistent : « Dans la lutte contre le gouvernement Papen et contre le fascisme, une alliance du P.C. et du parti social-démocrate est-elle possible ? » Thaelmann mentionne deux ou trois faits comme

preuve que la social-démocratie ne combat pas contre le fascisme et conclut : « Chaque social-démocrate nous donnera raison (?) si nous disons qu'une alliance entre le P.C. et le parti social-démocrate est impossible sur la base de ces faits et aussi (!) en raison de bases principielles (!). « Le bureaucrate pose à nouveau comme prouvé ce qui précisément doit être prouvé. L'ultimatisme prend un caractère particulièrement ridicule quant à la question du front unique avec des organisations qui embrassent des millions d'ouvriers, Thaelmann répond : les social-démocrates doivent justement reconnaître que l'accord avec leur parti est impossible car il est fasciste. Peut-on rendre un meilleur service à Wels et à Leipart ?

« Nous, communistes, qui repoussons toute action commune avec les dirigeants du parti social-démocrate... répétons toujours que nous sommes prêts à chaque instant à la lutte antifasciste avec les camarades social-démocrates et de la Bannière du Reich désireux de combattre et avec les organisations inférieures (?) voulant combattre ». Où finissent les organisations inférieures ? Et que faire si les inférieurs se soumettent à la discipline des supérieurs et proposent de commencer les négociations avec ces derniers ? Enfin, il y a entre les inférieurs et les supérieurs des étages intermédiaires. Peut-on prophétiser par avance où passera la ligne de séparation entre ceux qui veulent combattre et ceux qui évitent le combat ? Cela ne se laisse déterminer que par l'action et non par des appréciations faites à l'avance. Quel sens cela a-t-il de se lier les pieds et les mains ?

La Rote Fahne du 29 juillet mentionne dans un rapport sur des réunions de la Bannière du Reich les paroles dignes d'attention d'un dirigeant social-démocrate d'une section : « La volonté d'une unité de front antifasciste existe dans les masses. Si les chefs n'en tiennent pas compte, alors j'irai par-dessus eux au front unique ». La feuille communiste reproduit ces mots sans commentaires. Cependant ils contiennent la clef pour toute la tactique du front unique. Le social-démocrate veut combattre en commun avec les communistes contre les fascistes. Il doute de la bonne volonté de son chef. Si les chefs refusent, dit-il, je passerai par dessus eux. Des social-démocrates ainsi déterminés, il y en a par dizaines, par centaines, par milliers, par millions. Leur montrer réellement si les chefs social-démocrates veulent lutter ou non est la tâche du P.C. Cela ne se prouve que par l'expérience, par une nouvelle expérience fraîche dans une nouvelle situation. Cette expérience ne pourra pas se faire en une seule fois. On doit faire passer les chefs social-démocrates à l'épreuve : dans les usines et dans les ateliers, à la ville et à la campagne, dans tout le pays, aujourd'hui et demain. On doit renouveler sa proposition, la mettre sous une nouvelle forme, sous de nouveaux aspects, adaptés à la nouvelle situation.

Mais Thaelmann ne veut pas. Sur la

base des « différences principielles » indiquées entre le P. C. et le parti social-démocrate, nous refusons des négociations de sommet avec le parti social-démocrate ». Cet argument impressionnant est répété plusieurs fois par Thaelmann. S'il n'y avait cependant aucune « opposition de principe », il n'y aurait pas alors deux partis, et s'il n'y avait pas deux partis, la question du front unique ne se poserait pas, Thaelmann veut trop démontrer. Moins vaudrait mieux.

La fondation de la R. G. O. ne signifie-t-elle pas, demandent les ouvriers « une division de la classe ouvrière organisée ? » Non, réplique Thaelmann et, comme preuve, il apporte la lettre d'Engels écrite en 1895 contre les philanthropes esthètes sentimentaux. Qui glisse perfidement des citations à Thaelmann ? La R. G. O. aurait été créée dans un esprit d'unité et non de division. Mais le travailleur ne devrait pas avoir à quitter son organisation syndicale pour devenir membre de la R. G. O. Au contraire, il eût été beaucoup meilleur que les communistes soient restés dans les syndicats pour y exécuter un travail oppositionnel. Les paroles de Thaelmann peuvent sembler convaincantes pour des communistes qui se sont donné pour tâche de combattre la direction social-démocrate. Mais comme réponse à des ouvriers social-démocrates qui sont soucieux de l'unité syndicale, les paroles de Thaelmann semblent une dérision. Pourquoi avez-vous abandonné nos syndicats pour vous organiser séparément ? demandent les ouvriers social-démocrates. Si vous voulez entrer dans nos organisations séparées pour lutter contre la direction social-démocrate nous n'exigeons pas de vous de sortir des syndicats, leur répond Thaelmann. Une réponse très à propos.

« La démocratie existe-t-elle au sein du P. C. ? » demandent les ouvriers passant à un autre thème. Thaelmann répond affirmativement. Et pour cause ! Mais immédiatement il ajoute d'une façon tout à fait inattendue : « Dans la légalité comme dans l'illégalité, et dans cette dernière particulièrement, le Parti doit être en garde contre les mouchards, les provocateurs et les agents de la Police ». Cela ne s'intercale pas par hasard. La nouvelle doctrine annoncée au monde par la brochure d'un mystérieux Büchner justifie le rejet de la démocratie par les intérêts de la lutte contre les espions. Qui proteste contre l'autocratie de la bureaucratie stalinienne, celui-là doit au moins être indiqué comme suspect. Les agents de police et les provocateurs de tous les pays exulteront d'enthousiasme sur cette théorie. Avec plus de fracas que quinquonce, ils amèteront contre les oppositionnels ; cela peut détourner l'attention d'eux-mêmes et leur permettre de pêcher en eau trouble.

L'épanouissement de la démocratie est également prouvé selon Thaelmann par le fait que « les problèmes sont traités aux congrès mondiaux et aux conférences de l'Exécutif de l'I. C. » L'orateur omet d'infor-

mer quand le dernier congrès mondial eut lieu. Nous voulons le rappeler : en juillet 1928, plus de quatre années ! Manifestement depuis ce temps, aucune question remarquable n'a surgi. Pourquoi, soit dit en passant, Thaelmann ne convoque-t-il pas un congrès extraordinaire du P. C. allemand, pour résoudre les questions dont dépend le sort du prolétariat allemand ? Pas par excès de démocratie dans le Parti, vraiment ?

Ainsi page après page, Thaelmann répond à 21 questions. Chaque réponse, une faute. Au total, 21 fautes, sans compter les petites et les secondaires. Et il y en a beaucoup.

Thaelmann raconte que les Bolcheviks ont rompu avec les mencheviks en 1903. En réalité, la scission n'eut lieu qu'en 1912. Mais cela ne put pas empêcher que la Révolution de Février de 1917 trouva sur une grande partie du pays des organisations bolcheviques et mencheviques unies. Encore au début d'avril, Staline se prononça pour l'unification des Bolcheviks avec le parti de Tseretelli. Pas d'unité de front mais la fusion des partis ; seule l'arrivée de Lénine empêcha cela.

Thaelmann dit que les Bolcheviks ont dispersé l'Assemblée constituante en 1917. Cela arriva en réalité au commencement de 1918. Avec l'histoire de la Révolution Russe et du Parti Bolchevik, Thaelmann n'est nullement familier.

Qu'il ne comprenne pas les bases de la tactique bolchevique est cependant plus mauvais. Dans son article « théorique », il tente de réfuter le fait que les Bolcheviks ont conclu un accord avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires contre Kornilov. Comme preuve, il apporte des citations qui lui sont tendues par n'importe qui et qui n'ont rien à faire avec la chose. Mais il oublie de répondre aux questions : y a-t-il eu dans tout le pays lors du putsch de Kornilov des comités de défense du peuple ? Ont-ils conduit la lutte contre Kornilov ? A ces comités, des représentants des bolcheviks, des mencheviks et des socialistes révolutionnaires appartenaient-ils ? Oui, oui, oui. Les mencheviks et les socialistes révolutionnaires étaient-ils alors au pouvoir ? Poursuivaient-ils les bolcheviks comme agents de l'état-major allemand ? Des milliers de bolcheviks étaient-ils emprisonnés ? Lénine se cachait-il dans l'illégalité ? Oui, oui, oui. Quelles citations permettent de contredire ces faits historiques ?

Que Thaelmann se réfère, s'il lui convient, à Manouïlsky, Losowsky et Staline (si surtout celui-ci ouvre la bouche). Mais qu'il fiche la paix au léninisme et à l'histoire de la Révolution d'Octobre : c'est pour lui un livre sept fois scellé.

Pour finir, nous devons faire ressortir une autre question assez importante : elle concerne Versailles. Les ouvriers social-démocrates demandent si le P. C. n'a pas fait des concessions politiques au national-socialisme ? Thaelmann, dans sa réponse continue de défendre le mot d'ordre de la « li-